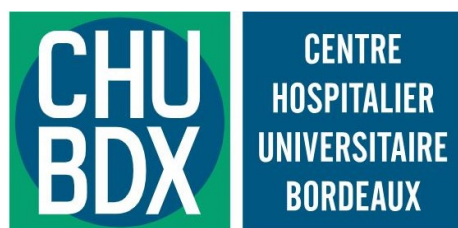


Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Projet d'aménagement CHU de Bordeaux *Communes de Bordeaux et de Pessac*

Etudes environnementales réglementaires

N° du CCAP : 24PI003

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Dispositions générales du contrat	5
1.2.1 Mode de passation du contrat	5
1.2.2- Allotissement	5
1.2.3 - Type et forme du contrat	5
1.3- Tranches	6
1.3.1 - Affermissement	8
1.3.2 - Indemnités	8
1.3.4 - Conditions d'attribution des bons de commande (Prestations ponctuelles)	8
2 - Pièces contractuelles	9
3 - Intervenants	9
3.1 - Désignation de l'acheteur	9
3.2 - Cotraitance	9
3.3 - Sous-traitance	9
3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
4 - Durée et délais d'exécution	9
4.1 - Durée du marché	9
4.2 - Délai prévisionnel d'exécution	9
4.3 - Délai prévisionnel d'exécution des tranches	10
5 - Prix	12
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	12
5.2 - Modalités de variation des prix	12
5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	13
6 - Garanties Financières	13
7 - Avance	13
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	13
7.2- Garantie de l'avance	14
8 - Modalités de règlement des comptes	14
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
8.2 - Présentation des demandes de paiement	14
8.3 - Délai global de paiement	15
8.4 - Paiement des cotraitants	15
8.5 - Paiement des sous-traitants	15
9 - Conditions d'exécution des prestations	16
10 - Constatation de l'exécution des prestations	16
10.1 - Vérifications	16
10.2 - Décision après vérification	16
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
12 - Pénalités	17
12.1 - Pénalités de retard	17
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
12.3 - Autres pénalités spécifiques	17
13 - Obligation du titulaire	17
13.1 - Relatives à l'objet du marché	17
13.2 - Relatives à la composition de son équipe	18

13.3 - Relatives aux changements affectant le titulaire	18
14 - Clause de réexamen	19
15 - Clauses complémentaires	19
16 - Assurances	20
17 - Résiliation du contrat.....	20
17.1 - Conditions de résiliation	20
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
18 - Développement durable.....	21
18.1- Clause d'insertion sociale	21
18.2- Clause environnementale générale	21
19 - Règlement des litiges et langues	21
20 - Dérogations	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le projet d'aménagement - CHU de Bordeaux, étude environnementale et réglementaire.

Le CHU de Bordeaux lance plusieurs chantiers de restructuration et de modernisation de trois de ses sites hospitaliers afin d'améliorer la qualité des soins et d'accueil pour les patients, de proposer de nouveaux moyens dédiés à l'innovation et d'offrir un nouvel environnement de travail à ses collaborateurs.

Ils concernent la restructuration ou l'extension de bâtiments existants, ainsi que la création de nouvelles installations ou de zones de stationnements.

Ces projets sont décrits dans un schéma directeur immobilier (SDI) qui projette l'ensemble des opérations envisagées sur la période 2025-2035 et concerne :

- le groupe hospitalier Pellegrin sur la commune de Bordeaux,
- les hôpitaux Xavier Arnoz et Haut-Lévêque du groupe hospitalier sud sur la commune de Pessac.

Dans ce contexte, la présente consultation vise à sélectionner un prestataire disposant de toutes les compétences pour accompagner le CHU de Bordeaux pour la réalisation des études environnementales réglementaires afin qu'il dispose, pour chacun des trois sites, des autorisations environnementales nécessaires pour la bonne mise en œuvre de son programme immobilier.

Ce marché fixe toutes les conditions d'exécution des prestations :

- Tranche ferme et tranches optionnelles :

Elles sont exécutées conformément aux prestations définies dans le présent CCAP et CCTP, ainsi que les prestations issues de la DPGF

- Prestations ponctuelles :

Elles sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur :

- o Les prestations relatives aux réunions supplémentaires, définies dans le présent CCAP et CCTP et issues du BPU,
- o Les prestations relatives aux autres expertises et vacations, définies dans le présent CCAP et CCTP et issues du BPU.

Lieu(x) d'exécution :

- Le groupe hospitalier Pellegrin sur la commune de Bordeaux,
- Place Amélie Raba Léon
- 33000 Bordeaux
- Hôpital Xavier Arnoz
- 1 Avenue Magellan
- 33604 Pessac
- Hôpital Haut-Lévêque
- Avenue du Haut-Lévêque
- 33600 Pessac

Ces sites sont localisés sur la carte ci-après.

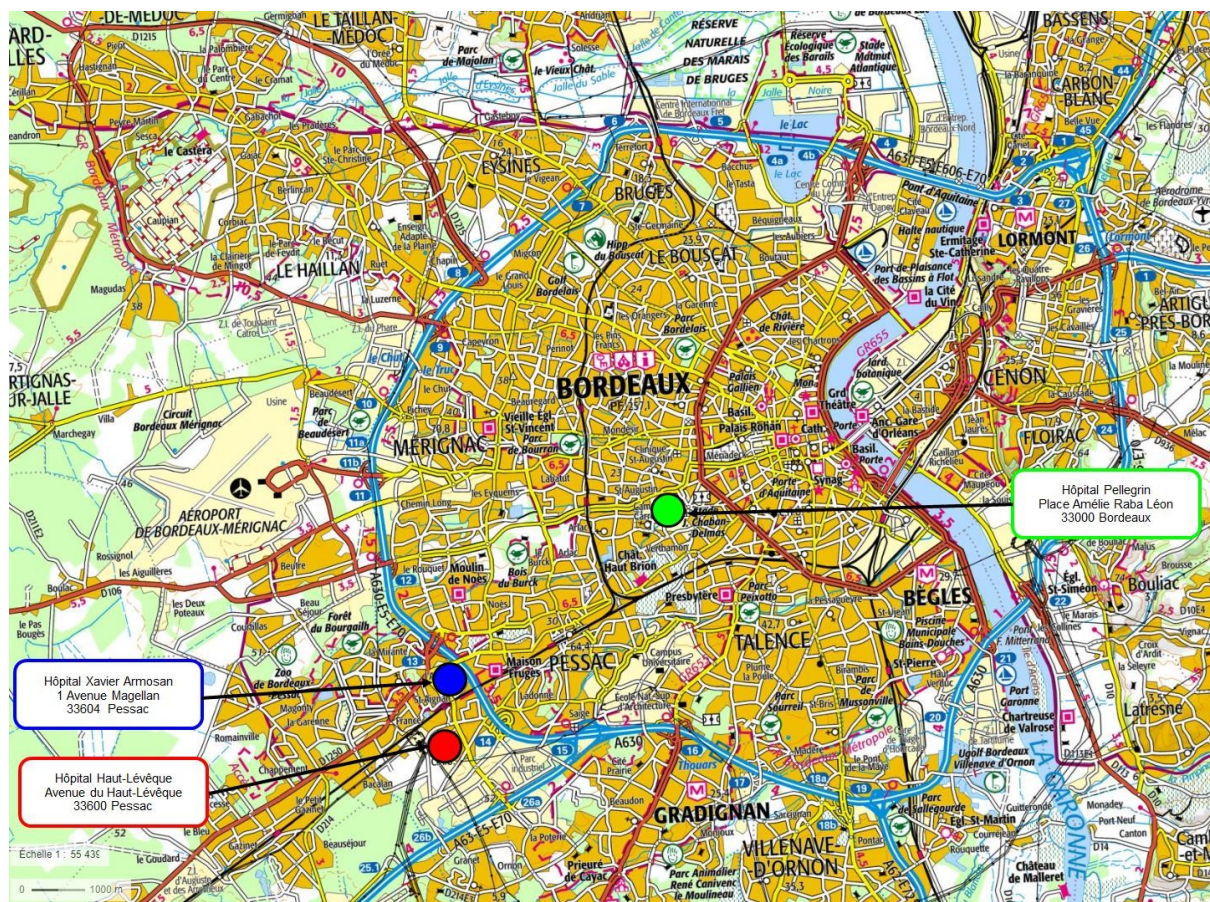


Figure 1 – Localisation des sites hospitaliers objets du schéma directeur immobilier

1.2 - Dispositions générales du contrat

1.2.1 Mode de passation du contrat

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.2.2- Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots pour ce marché. Le non-allotissement est justifié par l'homogénéité des prestations sur le CHU DE BORDEAUX.

1.2.3 - Type et forme du contrat

Il s'agit d'un marché composite correspondant :

- pour partie à un marché ordinaire (tranche ferme et tranches optionnelles)

- pour partie à un accord-cadre à bon de commandes (Prestations ponctuelles définies à l'article 1.1 du présent CCAP). L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les prestations seront exécutées selon la technique d'achat d'un marché à tranches selon les dispositions de l'article R2113-4 du code de la commande publique.

Le présent marché est mono-attributaire tel que prévu par l'article Article R2162-6 du code de la commande publique.

1.3- Tranches

Les prestations sont réparties en 21 tranches (1 tranche ferme et 20 tranches optionnelles) :

Tranche(s)	Sites hospitaliers	Désignation
TF	Hôpital PELLEGRIN	<p>Etude d'impact</p> <p>Etude faune-flore (2 saisons : printemps + été)</p> <p>Volet Milieu Naturel de l'Etude d'Impact (VNEI)</p> <p>Formulaire simplifié Natura 2000</p> <p>Etude de trafic</p> <p>Etude acoustique</p> <p>Etude air (Niveau II)</p> <p>Etude hydraulique - Proposition des solutions en conformité avec le PLU</p> <p>Dossier d'enquête publique (y compris reprographie)</p> <p>Cadrage réglementaire préalable dont réunion avec les services de l'Etat (article 3.1 du CCTP)</p> <p>Participation à la concertation du public (article 3.2.14 du CCTP)</p> <p>Assistance au maître d'ouvrage au cours de l'instruction des dossiers (article 3.2.13 du CCTP)</p> <p>Assistance technique pour la rédaction de la note de présentation au conseil de surveillance du CHU (article 4.3 du CCTP)</p> <p>Réunion de lancement (article 4.4.1 du CCTP)</p> <p>Réunions de travail (article 4.4.2 du CCTP) - 4 réunions</p> <p>Réunions de présentation intermédiaire et finale (article 4.4.3 du CCTP) - 2 réunions</p>
	Hôpital HAUT-LEVEQUE	<p>Etude d'impact</p> <p>Etude faune-flore (mise à jour étude Biotope)</p> <p>Volet Milieu Naturel de l'Etude d'Impact (VNEI)</p> <p>Formulaire simplifié Natura 2000</p> <p>Etude de trafic</p> <p>Etude acoustique</p> <p>Etude air (niveau III)</p> <p>Etude hydraulique - Proposition des solutions en conformité avec le PLU</p> <p>Etude urbaine spécifique relative au zonage du PLUi</p> <p>Dossier d'enquête publique (y compris reprographie)</p>

		<p>Cad战略 réglementaire préalable dont réunion avec les services de l'Etat (article 3.1 du CCTP)</p> <p>Participation à la concertation du public (article 3.2.14 du CCTP)</p> <p>Assistance au maître d'ouvrage au cours de l'instruction des dossiers (article 3.2.13 du CCTP)</p> <p>Assistance technique pour la rédaction de la note de présentation au conseil de surveillance du CHU (article 4.3 du CCTP)</p> <p>Réunion de lancement (article 4.4.1 du CCTP)</p> <p>Réunions de travail (article 4.4.2 du CCTP) - 4 réunions</p> <p>Réunions de présentation intermédiaire et finale (article 4.4.3 du CCTP) - 2 réunions</p>
	Hôpital XAVIER ARNOZAN	<p>Etude faune-flore (mise à jour étude Biotope)</p> <p>Vérifications techniques et réglementaires diverses</p> <p>Cad战略 réglementaire préalable dont réunion avec les services de l'Etat (article 3.1 du CCTP)</p> <p>Participation à la concertation du public (article 3.2.14 du CCTP)</p> <p>Assistance au maître d'ouvrage au cours de l'instruction des dossiers (article 3.2.13 du CCTP)</p> <p>Assistance technique pour la rédaction de la note de présentation au conseil de surveillance du CHU (article 4.3 du CCTP)</p> <p>Réunion de lancement (article 4.4.1 du CCTP)</p> <p>Réunions de travail (article 4.4.2 du CCTP) - 4 réunions</p> <p>Réunions de présentation intermédiaire et finale (article 4.4.3 du CCTP) - 2 réunions</p>
TO 001	Hôpital PELLEGRIN	Dossier de demande de dérogation espèces protégées (si espèces impactées par une ou plusieurs opérations)
TO 002		Diagnostic de potentialités en énergies renouvelables
TO 003	Hôpital HAUT-LEVEQUE	Dossier de demande de dérogation espèces protégées (si espèces impactées par une ou plusieurs opérations)
TO 004		Dossier de demande d'autorisation de défrichement (Si défrichement à l'intérieur des zones soumises)
TO 005		Formulaire cas par cas (Si défrichement > 0,5 ha)
TO 006		Etude air (niveau II)
TO 007		Diagnostic de potentialités en énergies renouvelables
TO 008	Hôpital XAVIER ARNOZAN	Dossier de demande de dérogation espèces protégées (si espèces impactées par une ou plusieurs opérations)
TO 009		Dossier de demande d'autorisation de défrichement (Si défrichement à l'intérieur des zones soumises)

TO 010	Formulaire cas par cas (Si défrichement > 0,5 ha)
TO 011	Formulaire cas par cas (si création aire stationnement > 50 véhicules)
TO 012	Etude d'impact
TO 013	Diagnostic de potentialités en énergies renouvelables
TO 014	Volet Milieu Naturel de l'Etude d'Impact (VNEI)
TO 015	Formulaire simplifié Natura 2000
TO 016	Etude trafic
TO 017	Etude acoustique
TO 018	Etude air (niveau III)
TO 019	Etude air (niveau II)
TO 020	Procédure de mise à disposition du public (y compris mémoire en réponse)

1.3.1 - Affermissement

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement des tranches optionnelles.

L'affermissement des tranches optionnelles seront notifiées par ordre de service au titulaire du marché par le pouvoir adjudicateur.

Le délai maximum d'affermissement de chacune des tranches sont décrites dans le tableau ci-dessous prévu à l'article 4.2 du présent CCAP.

1.3.2 - Indemnités

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente en cas de non-affermissement d'une ou plusieurs tranches.

1.3.4 - Conditions d'attribution des bons de commande (Prestations ponctuelles)

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe 1, le cas échéant : Désignation des cotraitants et répartition des prestations entre cotraitants ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
 - Annexe 1 "Convention interchange EDIFLEX"
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour les tranches ferme et optionnelles
- le bordereau de prix unitaires BPU pour les prestations ponctuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT) complété et son annexe 1 relative à la présentation des moyens humains
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre
- Les actes de sous-traitance présentés

3 - Intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : CHU BORDEAUX.

3.2 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

3.3 - Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG PI, l'acheteur ne notifie qu'au titulaire les actes spéciaux de sous-traitance. Il appartient au titulaire de transmettre lesdits actes spéciaux aux sous-traitants.

3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période allant de La date de notification du marché et jusqu'à et la réception du dernier livrable (tranches optionnelles comprises)

4.2 - Délai prévisionnel d'exécution

En cas de recouvrement des tranches (tranche ferme et optionnelles) dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **24** mois hors instruction des services de l'Etat et autres procédures administratives nécessaires.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de démarrage fixée par ordre de service.

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont prévues à l'article 13.3 du CCAG PI de 2021.

4.3 - Délai prévisionnel d'exécution des tranches

Les délais d'exécution de chacune des tranches fermes sont fixés comme suit :

- Concernant le cadrage réglementaire commun : la durée prévue est de 3 mois ce qui permet une mise au point des nécessités réglementaires/projets et permet de confirmer ou non l'affermissement des TO (sauf TO 1, 3 et 7 qui dépendent des résultats des études faune-flore).
- Concernant, l'étude impact celle-ci est prévue pour une durée de 18 mois.
- Les validations diverses, concertation et le montage de dossier d'enquête publique sont prévus pour une durée de 3 mois.
- In fine, concernant l'étude faune-flore : celle-ci est prévue pour une durée de 7 mois (Pellegrin avec un démarrage en mars 2025) et 12 mois (pour les autres sites avec un démarrage début de mission).

TRANCHES OPTIONNELLES				
	PRESTATIONS	CONDITIONS	DELAI D'AFFERMISSEMENT INDICATIF	DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION
Hôpital Pellegrin				
T001	Dossier de demande de dérogation espèces protégées	A la suite de l'étude faune flore 2 saisons	Fin aout/début sept 2025	3 mois après OS affermissement
T002	Diagnostic des potentialités en énergies renouvelables	Suite cadrage	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
Hôpital Haut Lévêque				
T003	Dossier de demande de dérogation espèces protégées	A la suite de l'étude faune flore 4 saisons	Fin aout/début sept 2025	3 mois après OS affermissement
T004	Dossier de demande d'autorisation de défrichement	Une fois défini si les projets recoupent des boisements	OS démarrage + 4 mois	3 mois
T005	Formulaire cas par cas	Une fois défini si les projets recoupent des boisements	OS démarrage + 4 mois	1,5 mois
T006	Etude air Niveau II	Suite cadrage	OS démarrage + 4 mois	inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact

T007	Diagnostic des potentialités en énergies renouvelables	Suite cadrage	OS démarrage + 4 mois	inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
Hôpital Xavier Arnozan				
T008	Dossier de demande de dérogation espèces protégées	A la suite de l'étude faune flore 4 saisons	Fin aout/début sept 2025	3 mois après OS affermissement
T009	Dossier de demande d'autorisation de défrichement	Une fois défini si les projets recoupent des boisements	OS démarrage + 4 mois	3 mois
T010	Formulaire cas par cas (déboisement)	Une fois défini si les projets recoupent des boisements	OS démarrage + 4 mois	1,5 mois
T011	Formulaire cas par cas (stationnements > 50 unités)	Une fois défini si création aire stationnement >50 véhicules ouvert au public	OS démarrage + 4 mois	1,5 mois
T012	Etude d'impact	Suite cadrage	OS démarrage + 4 mois	12 mois
T013	Diagnostic des potentialités en énergies renouvelables	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T014	Volet Milieu Naturel de l'Etude d'impact	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T015	Formulaire simplifié Natura 2000	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T016	Etude trafic	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T017	Etude acoustique	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T018	Etude air Niveau III	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T019	Etude air Niveau II	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact
T020	Procédure de mise à disposition du public, yc mémoire en réponse	Si étude impact	OS démarrage + 4 mois	Inclus dans les 12 mois de l'Etude d'Impact

Les délais d'exécution courent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant. Le pouvoir adjudicateur pourra décider de l'affermissement des tranches indépendamment par site hospitalier.

L'ordre de service notifié au titulaire et valant affermissement de la tranche optionnelle indique au moment de sa notification la date prévue pour le démarrage de son exécution.

Les délais limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution d'une tranche optionnelle sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- une partie des prestations réglée sur la base de prix forfaitaires pour la tranche ferme et les tranches optionnelles ;
- une autre partie des prestations réglée sur la base de prix unitaires pour les prestations ponctuelles.

Ces prix comprennent toutes les prestations et interventions nécessaires à la réalisation du besoin décrit dans les pièces contractuelles du présent marché jusqu'à l'achèvement de la mission. Il comprend notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI de 2021, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ce forfait et/ou prix unitaire est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

5.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix forfaitaires et unitaires est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro". Les prix sont réputés fermes et actualisables.

Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations; par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = (\text{SYNTEC}(d-3) / \text{SYNTEC}(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) par la Fédération Syntec, est l'indice Indice national Syntec - SYN. L'indice utilisé est disponible sur le site de la Fédération Syntec - <https://www.syntec.fr/>

5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit ou d'attente.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Tranche ferme et tranche optionnelle :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Prestations ponctuelles :

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille

d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2- Garantie de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

- Paiement des prestations à forfait

L'exécution du marché ouvre droit au versement d'acomptes calculés comme il suit, pour chaque prix forfaitaire par tranche :

- 30% à la date d'affermissement de la tranche optionnelle, et à la date de notification de l'ordre de service prescrivant l'exécution des prestations pour la tranche ferme ;
- 70% à la validation par le maître d'ouvrage du dernier livrable, pour la tranche concernée.

- Paiement des prestations à prix unitaires

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif; les prestations sont payables à terme échu.

La facturation des prestations objets de prix unitaires interviendra à la fin de la réalisation des prestations et après validation par le pouvoir adjudicateur de la bonne réalisation des prestations demandées ; les prestations sont payables à terme échu.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Ediflex. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;

- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Les modalités de présentation des livrables sont détaillées au sein du CCTP.

Le contenu des livrables, pour chaque élément de mission, est détaillé au sein du CCTP.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications sont effectuées par l'acheteur selon les délais stipulés à l'article 4.3 du présent CCAP (délai de validation). Les opérations de vérification sont effectuées à l'issue de la réalisation de chaque tranche.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG PI, le point de départ pour les opérations de vérification est la réception du livrable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, l'acheteur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour ces vérifications.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 4.3 du présent CCAP, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans les délais stipulés à l'article 4.3 du présent CCAP (délai de reprise des livrables).

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de deux jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison d'un élément de mission est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités du présent marché ne font l'objet d'aucun plafonnement, d'aucune exonération ni de mise en demeure préalable.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise des livrables dans les délais	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables
Absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance ,aux réunions	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité forfaitaire par réunion, pour absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance
Non remise des comptes rendus de réunion dans le délai imparti de 48h	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables

Un livrable remis de manière incomplète, au regard des dispositions contractuelles du marché, est considéré comme un livrable non remis.

13 - Obligation du titulaire

13.1 - Relatives à l'objet du marché

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance au Maître d'Ouvrage, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché.

Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché.

Dans le cadre de sa mission de conseil vis à vis de la personne publique sur tous les aspects fonctionnels, techniques, méthodologiques et financiers, le Titulaire est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché

13.2 - Relatives à la composition de son équipe

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Le Titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché qui viendrait à être défaillant. Le remplaçant proposé doit avoir un niveau au moins égal à celui auquel il succède et aucun remplacement ne pourra donner lieu à un changement du prix des prestations.

Tout changement dans l'équipe est soumis pour approbation au maître d'ouvrage, préalablement à toutes interventions.

A ce titre et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de la demande de changement dans l'équipe.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de la communication.

Si le maître d'ouvrage récuse le remplaçant, le titulaire dispose de trois jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché sans indemnisation du titulaire et sans mise en demeure en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personne(s) seulement.

Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage :

Dans les cas suivant :

- insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux du marché, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur
- comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente selon les modalités stipulées ci-dessus.

13.3 - Relatives aux changements affectant le titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au maître d'ouvrage tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont le maître d'ouvrage n'aurait pas eu connaissance

14 - Clause de réexamen

Dans le cadre du présent marché, et conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, les parties conviennent que les conditions contractuelles pourront être modifiées dans les situations et selon les modalités suivantes :

- **Transfert de propriété ou de titulaire**

En cas de cession ou de transfert du marché à un nouveau titulaire, ce dernier devra être agréé par le pouvoir adjudicateur. Le transfert devra garantir la continuité des prestations et respecter les dispositions légales et réglementaires applicables.

Autres événements :

Fusion / absorption non prévue à l'article R2194-6 du code de la commande publique ;

- Changement de numéro Siret du titulaire ;
- Changement de domiciliation bancaire du titulaire ;
- Changement d'adresse du titulaire ;
- Modification d'élément important du Kbis du titulaire ;

Les parties s'engagent à renégocier de bonne foi par tout moyen les termes du présent marché et feront les meilleurs efforts afin de rendre possible l'exécution de ce dernier.

L'acheteur se réserve la possibilité de refuser la mise en œuvre de cette clause

15 - Clauses complémentaires

Confidentialité du titulaire :

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Stipulations relatives à l'application des conditions générales de ventes

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, BPU et/ou DPGF, notamment les conditions générales de vente ne s'appliqueront pas au présent marché.

Clause laïcité

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

16 - Assurances

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG Prestations Intellectuelles, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) justifiera dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Développement durable

18.1- Clause d'insertion sociale

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

18.2- Clause environnementale générale

Le CHU a engagé une politique environnementale ambitieuse qui doit être retranscrite dans son projet d'aménagement du CHU et par conséquent, au sein de l'étude environnementale et réglementaire.

Il appartiendra au titulaire de s'inscrire dans la démarche vertueuse engagée par le CHU de BORDEAUX.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 - Dérogations

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 3.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.6.2 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 10.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.3 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 10.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 10.2 du présent CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 10.2 du présent CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 36 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.
L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - prestations intellectuelles 2021.